

# Les étudiants étrangers, *persona grata* aux Pays-Bas

La France veut s'en débarrasser au plus vite, les Pays-Bas ne savent comment les retenir : le sort des étudiants étrangers « diplômés hautement qualifiés » fait décidément l'objet d'étranges différences en Europe.

Même si Claude Guéant, le ministre de l'intérieur, s'est en partie rangé aux avis des universités et du patronat en « clarifiant » son texte du 31 mai 2011 concernant les jeunes étrangers universitaires, l'attitude du gouvernement français sidère les Néerlandais. Car, à La Haye, on cherche le meilleur moyen non pas d'amener les étudiants étrangers à rentrer rapidement chez eux, mais à prolonger leur séjour dans le pays. Pour stimuler son économie et, à l'évidence, pour retirer un bénéfice de l'investissement consenti par les pouvoirs publics, dont 108 millions d'euros en subventions directes aux établissements.

Le gouvernement de Mark Rutte s'est emparé du dossier et, le 23 décembre 2011, le conseil des ministres a présenté une analyse des « coûts et bénéfices » de la présence d'étudiants non néerlandais dans les établissements d'enseignement supérieur.

Proportionnellement, les Pays-Bas sont l'un des Etats européens qui séduisent le plus d'étrangers : 80 000 environ en 2011. Son économie ouverte, sa pratique géné-

ralisée de l'anglais et la qualité de son système éducatif ont ainsi attiré 29 000 Allemands, 2 300 Belges mais aussi 4 000 Chinois.

## Pour un équilibre

Les députés, de leur côté, aimeraient « rétablir un équilibre », affirme un document récent : 15 000 jeunes Néerlandais seulement vont étudier à l'étranger. Certains voudraient augmenter ce nombre, d'autres limiter le nombre d'inscrits étrangers. Halbe Zijlstra, secrétaire d'Etat à l'éducation et à la culture, compte porter le débat au niveau européen.

Le Nuffic, organisme chargé de la coopération internationale dans le domaine de l'enseignement, défend l'accueil d'universitaires étrangers : pour la richesse et la qualité de l'enseignement, afin de maintenir la place de l'Europe dans un secteur-clé et de mieux accompagner le processus de mondialisation.

Des dirigeants d'université comme ceux de Maastricht, où l'on rêve de créer un établissement comparable au MIT américain, soulignent que, sans la présence d'étudiants venus d'ailleurs, les établissements néerlandais seraient promis à une régression généralisée. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS  
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)